

N°28 – Faire société autrement ?

(Parution : Automne 2019)

Sous la direction de
Florence Giust-Desprairies & Gilles Arnaud

ARGUMENT

Selon l'enquête Génération What ¹ de 2016, les jeunes générations actuelles se qualifient majoritairement de génération « sacrifiée », et pensent, à 46%, que leur avenir sera « plutôt pire » que celui de leurs parents, et celui de leurs enfants encore moins bien que le leur.

Sur fond de ce climat défaitiste, des expériences sociales et économiques ne cessent d'apparaître pour, localement, tenter de dépasser ce qui apparaît comme les impasses où semblent mener les logiques dominantes des orientations politiques.

Il s'agit, dans ce numéro, de s'intéresser à ceux qui, au-delà des discours, posent des actes qui se présentent comme résolument porteurs d'espoir et proposent des alternatives.

Ces actions, le plus souvent collectives, sont présentées, voire revendiquées, comme un « faire autrement », où cet « autrement » se veut un « mieux », un « plus pertinent » face aux enjeux majeurs auxquels la société actuelle est, ou se pense, confrontée.

Il peut également s'agir pour d'autres de saisir des opportunités nouvelles. Comme s'il était désormais possible de s'émanciper de contraintes liées à un vieux monde dépassé ou pensé comme tel. « Faire société autrement » ou « faire avec, autrement » ou encore « faire une autre société ».

Ces expériences sont pour la plupart l'œuvre des plus jeunes générations qui entendent poser là des choix plus autonomes parmi les ressources du passé et du présent pour réparer un avenir altéré ou pour faire advenir un monde souhaité. Les anxiétés contemporaines associées au phénomène du terrorisme, au développement de la pauvreté, à la dégradation écologique, aux logiques désocialisantes du néolibéralisme notamment, nourrissent pour un certain nombre d'entre eux la nécessité de pouvoir réinterroger les marges de manœuvre des citoyens et les processus démocratiques, en produisant des actions collectives qui puissent trouver leurs légitimités politiques.

Du refus des institutions de la fin des années 60 aux déficits institutionnels actuels, les réponses apportées sont le plus souvent associées aux termes de collectif, communauté, solidarité, ... qui ne sont pas sans rappeler ceux des expériences sociales de la fin du XIXème

¹ Selon le site de France Télévision URL : <http://generation-what.francetv.fr/> : « *Generation What est un programme interactif produit par France Télévisions, Upiant et Yami 2, en partenariat avec l'UER [Union Européenne de Radio-Télévision] et 14 diffuseurs européens. Il s'agit d'une évolution de Génération Quoi, une grande enquête réalisée en France en 2013 pour dresser le portrait des 18-34 ans. Cette fois-ci, 10 pays se joignent à nous pour faire de ce programme un événement européen : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, Pays de Galles au Royaume-Uni et la République Tchèque* ».

siècle dont elles s'inspirent pour s'en préserver en les redéfinissant. Expérimentations diverses qui visent le même but, la réappropriation des enjeux collectifs et globaux par les citoyens eux-mêmes, et se présentent comme alternatives à la mondialisation des logiques néolibérales.

Ces alternatives qui se veulent être une émancipation par l'action, se déclinent sous différentes formes : AMAP², SEL³, coopératives de travail ou d'habitat, hackerspaces, monnaies locales, etc.

D'autres initiatives émergentes peuvent se revendiquer des progrès technologiques, censés libérer l'action humaine en dessinant le futur d'une société horizontale affranchie des contraintes, notamment d'accessibilité, et davantage fondée sur l'échange, le partage, la gratuité, le désintéressement, l'entraide, l'engagement caritatif ou citoyen (*civic tech...*)⁴. D'autres expériences encore s'affirment comme une révision sociale du capitalisme et non sa remise en cause, par une volonté de concilier entrepreneuriat et mission sociale. Le vocabulaire utilisé pour les nommer reflète bien la dimension capitaliste de l'approche : social business, entreprises à impact, entrepreneuriat social, financement participatif, etc. De façon plus générale, les tenants du nouvel entrepreneuriat revendiquent un changement de paradigme sociétal permis par l'essor technologique. L'ancien monde est repoussé car il est considéré comme ne parvenant plus suffisamment, du fait d'un mode de pensée devenu inopérant, à faire face aux contradictions qu'il a engendrées.

Dans les faits, la frontière entre ces approches est ténue, certaines expériences ne se réclament d'ailleurs ni de l'une, ni de l'autre et se contentent d'ambitionner « faire autrement ». Et les logiques sont souvent comparables : local et ouverture, pragmatisme et créativité, collectif et co-construction, libre et ludique, d'intérêt général et inclusif, etc.

Parallèlement ou concomitamment à ces émergences, il est indéniable qu'internet, les technologies du tout-connecté et l'explosion des réseaux sociaux ont également, en tant que tels, des effets multiples et contradictoires quant à l'évolution du lien social, qui doivent pouvoir être examinés et critiqués : mutation ou délitement, émancipation collective ou renforcement du contrôle social, ouverture à l'autre ou violence numérique, collégialité ou « notation » généralisée des individus (les fameux *like...*), engagement ou retrait⁵, etc.

Les contributeurs de ce numéro sont conviés à questionner les dynamiques psychosociales à

² AMAP : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

³ SEL : Systèmes d'Échange Local. Smaïn Laacher, sociologue et chercheur au Centre d'études des mouvements sociaux (CNRS-Ecole des hautes études en sciences sociales), écrit « *Les systèmes d'échange local sont l'un des derniers espaces de fabrication de « liens sociaux* » (Laacher, 2002) .

⁴ Les *civic tech* sont des technologies numériques de participation citoyenne visant à améliorer le fonctionnement et l'efficacité de la démocratie (voir Clément Maby, *Citoyen hackeur. Enjeux politiques des civic tech*, sur le site web de la Vie des Idées, 2017) : sites web de vigilance démocratique (du type de NosDéputés.fr), plateformes de dialogue élus-citoyens (du type de Make.org) ou de consultation politique en ligne (du type de Parlement & Citoyens sur des textes de loi), des applications de « lobbying citoyen »...

⁵ Voir à ce sujet les logiques de repli sur la sphère (bulle) privative, le développement des pratiques dites de *cocooning*, voire d'hypersédentarisation, ou encore le phénomène des *hikikomori*, identifié d'abord au Japon mais qui commence à concerner les pays occidentaux, à savoir ces jeunes qui se sont retirés chez eux et ne prennent plus part à la société (relations sociales, études, travail) (Fansten et al., 2014).

l'œuvre dans ces collectifs émergents, en examinant les réponses apportées à une volonté affirmée ou à des initiatives qui se cherchent pour produire un nouveau « vivre ensemble » et « faire ensemble ».

Dans une approche réflexive et critique, il s'agit d'explorer si ces mondes émergents fabriquent de nouvelles significations imaginaires, de nouvelles sensibilités, de nouvelles socialités, de nouvelles compositions d'un monde commun ou comment elles échouent à le faire.

Il s'agit de suivre, au plus près des expériences vécues, les écarts entre les intentions, les volontés d'agir et l'effectivité du faire social ; d'examiner comment les réponses apportées à un désir de créer du nouveau, de produire un « faire société autrement » ou ce qui s'invente en chemin, au quotidien, s'appuient sur une capacité concrète au renouvellement des liens sociaux et politiques et de leur régulation.

Il s'agit, également d'identifier non seulement les représentations de la société à partir desquelles, les « émergents » vivent leur présence et leurs investissements dans le monde social mais de repérer comment les constructions et les logiques instituées travaillent, y compris à leur insu, leur manière d'être et de faire.

Dans un contexte d'engagement où sont le plus souvent congédiés les experts et accompagnants au nom de l'exercice d'une autonomie individuelle et collective « réflexive et délibérante », la question se pose également de savoir si les psychosociologues, et plus largement les chercheurs et praticiens des sciences humaines prennent part à ces démarches, et si c'est le cas, de quelle manière et avec quels effets.

ECHEANCIER :

- Les projets d'article (une ou deux pages maximum) doivent être adressés **avant le 20 octobre 2018** aux trois personnes suivantes :

A/ Gilles Arnaud : garnaud@escpeurope.eu ; Florence Giust-Desprairies : giustdesprairies@wanadoo.fr

CC/ Secrétaire de rédaction, Caroline Terrasse : revue-nrp@cirfip.org

- Si votre proposition est retenue, les articles complets devront être remis au plus tard **le 11 février 2019**.